

Les militants associatifs indiens sous la surveillance des services secrets

En juin dernier, juste quelques semaines après la prise de fonction du nouveau gouvernement indien avec Narendra Modi à sa tête, un rapport des services secrets indiens a été divulgué dans la presse nationale. Les auteurs du rapport, intitulé « L'impact des ONG sur le développement », prétendent qu'entre 2011 et 2013, les ONG indiennes ont réalisé des activités importantes dirigées contre le développement économique du pays. Leur impact négatif sur le PIB national est estimé à 2-3%. Parmi ces activités figurent les actions contre les centrales nucléaires, les mines d'uranium, les centrales thermiques au charbon, la culture des organismes génétiquement modifiés et plusieurs grands projets d'infrastructures. De surcroît, le rapport révèle une liste des organisations suivies de près par les services secrets.



Il n'est pas étonnant que les organisations partenaires de SOLIDARITÉ apparaissent sur cette liste. Engagées respectivement dans le combat pour la souveraineté des semences et contre l'accaparement des terres, nous y trouvons Navdanya et Adivasi Ekta Parishad. L'action de leurs dirigeants, dont Vandana Shiva semble également être mise sous surveillance. Les efforts de ces organisations pour dévoiler les pratiques opaques et corrompues des autorités nationales et régionales ne sont donc pas passés inaperçues. Il en va de même pour [la lutte des villageois contre le projet minier](#) controversé de la compagnie sud-coréenne POSCO dans l'état d'Odisha cité dans le rapport.

Même si des passages du rapport ont paru dans les médias après les élections de mai 2014 et la victoire écrasante du parti conservateur et de tendance libéral Bharatiya Janata Party, il est important de souligner que le gouvernement précédent dirigé par le Indian National Congress a déjà en 2012 montré du doigt les ONG. Ces dernières ont été accusées de freiner l'avancement des projets de construction des centrales nucléaires et d'expérimentation d'OGM. Dans un discours donné lors d'une conférence à Kolkata en 2013, l'ancien premier ministre Manmohan Singh précisait que « les sujets complexes tels que les organismes génétiquement modifiés, l'énergie nucléaire ou l'exploration spatiale ne peuvent pas être résolus par conviction, émotion ou par peur, mais par une discussion structurée, des analyses et des clarifications ».

La tendance se poursuit sous le nouveau gouvernement qui, en juin dernier suite à la diffusion du rapport, a demandé à la banque centrale de bloquer les transferts financiers de l'étranger destinés à Greenpeace India. Aucune surprise pour ceux qui connaissent les actions de Narendra Modi en tant que premier ministre de l'état de Gujarat (2001-2014). En 2006, ses propos au sujet des ONG ont même été intégrés dans la série d'articles [« ONG, activistes et financements étrangers : les](#)

[ennemis de la Nation](#) ». Son modèle de croissance économique au Gujarat a suscité de fortes critiques au sein de la société civile et il semble que le nouveau premier ministre craint que la situation ne se répète au niveau national. Or, sa stratégie de l'affrontement contre les ONG financées par l'étranger a enregistré sa première défaite, car la Haute Cour de Delhi a obligé le gouvernement à débloquer les versements de l'étranger à Greenpeace India.

Pourtant, en mars dernier, les juges de cette même cour ont appelé le gouvernement à renforcer la législation relative au secteur non-gouvernemental et durcir les conditions pour obtenir la permission de recevoir les financements étrangers. Selon eux, « la plupart des organisations privées soi-disant philanthropiques, ne comprennent pas leur responsabilité sociale. 99% des ONG existantes cherchent simplement à frauder et générer de l'argent. » Le rapport des services secrets va dans le même sens en précisant que près de 50 % des 43 527 ONG enregistrées sous la loi relative à la régulation des financements étrangers ne respectent pas l'obligation de soumettre leur rapport annuel. Il n'est donc pas surprenant qu'une méfiance envers les ONG semblent également s'installer parmi les citoyens.

Dans ce contexte, les organisations comme Navdanya et Adivasi Ekta Parishad qui sont issues des populations locales et s'engagent quotidiennement à leurs côtés, soutiennent les appels pour plus de transparence et de responsabilité. Le plus inquiétant, c'est que les critiques du gouvernement visent notamment les ONG qui s'opposent à ses projets développementistes et qui militent pour plus de transparence dans les décisions publiques. En outre, les deux principaux partis politiques indiens ont eux-mêmes été accusés par la Haute Cour de Delhi de violer la loi relative à la régulation des financements étrangers. Affaire à suivre.

Petra, bénévole pour SOLIDARITÉ

Sources :

- <https://in.news.yahoo.com/ib-s-ngo-report--not-a-time-for-intelligence-or-dissent-090159985.html>
- <http://timesofindia.indiatimes.com/news/Delhi-HC-finds-BJP-Congress-guilty-of-receiving-foreign-funding/articleshow/32880140.cms?>
- <http://www.theguardian.com/environment/2014/sep/03/india-court-tells-government-to-unblock-greenpeace-funds>
- <http://www.theguardian.com/world/2014/may/17/narendra-modi-india-election-hindu>
- <http://www.theguardian.com/global-development/2014/jul/02/greenpeace-india-narendra-modi-intelligence-report-charities-ngo>

Pour en savoir plus sur la lutte contre le projet POSCO, [cliquez ici](#)

Pour en savoir plus sur notre projet Les Graines de l'Espoir en partenariat avec l'association Navdanya, [cliquez ici](#)